
**Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

Distr. générale
15 juin 2015
Français
Original : anglais

Grande Commission I

Compte rendu analytique de la 3^e séance

Tenue au Siège, New York, le lundi 4 mai 2015 à 10 heures

Président : M. Román-Morey. (Pérou)

Sommaire

Échange de vues général (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

15-07140X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10h 20.

Échange de vues général (suite)

1. **M. O'Reilly** (Irlande) déclare qu'en dépit des progrès enregistrés en matière de désarmement depuis 1995, les 13 mesures concrètes convenues dans le cadre des efforts progressifs et systématiques déployés pour appliquer l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires restent pratiquement lettres mortes et que la Conférence d'examen de 2005 n'a pas été en mesure de parvenir à un résultat concerté. À la suite de l'examen par la Commission de la mise en œuvre des mesures concernant l'élimination totale des armes nucléaires convenues en 2010, les États parties étaient tenus en vertu de l'article VI du Traité de décider des prochaines actions à entreprendre pour atteindre cet objectif; cette obligation n'était assortie d'aucune condition ou clause dérogatoire.

2. La décision de proroger le Traité de façon illimitée, adoptée en 1995, est à considérer comme une reconnaissance collective de l'échec des États parties à remplir leurs objectifs de désarmement dans le délai initialement imparti. Les États non dotés de l'arme nucléaire espèrent la tenue, au cours de la présente Conférence d'examen, de discussions de fond constructives sur l'avenir des négociations et les mesures effectives prévues dans le Traité. Certains prétendent que la modernisation et la conservation d'armes nucléaires bénéficient à tous et assurent la stabilité de l'ordre mondial. Cependant, les conflits qui font rage dans diverses régions du monde laissent entrevoir que les armes nucléaires – et le risque omniprésent d'explosion – pourraient compromettre totalement cette stabilité, éventuellement pour plusieurs générations. On peut donc se demander si la détention d'armes nucléaires est conciliable avec l'engagement non équivoque d'éliminer totalement les arsenaux nucléaires.

3. Les arsenaux nucléaires ont été considérablement réduits et le nombre d'armes nucléaire est à son plus bas niveau depuis le paroxysme de la guerre froide, mais à ce jour, aucune pièce des cinq stocks nucléaires reconnus par le Traité n'a été éliminée au terme de négociations multilatérales prévues à l'article VI. Le Traité ne contient aucun arrangement de désarmement nucléaire.

4. Les armes nucléaires étant largement considérées comme dénuées de toute justification morale et valeur

utilitaire et ayant fait la preuve de leur effroyable et aveugle capacité destructrice, M. O'Reilly s'interroge sur la réticence à discuter des moyens juridiques de les éliminer, comme y sont tenus tous les États en vertu du Traité. Au vu des connaissances actuelles sur la question, la communauté internationale doit décider si elle est prête à continuer d'accepter une situation dans laquelle, tôt ou tard, une arme nucléaire risque être utilisée ou déclenchée accidentellement. L'impact dévastateur évident des armes nucléaires ne saurait être ignoré, pas plus que le risque permanent d'explosion de l'une d'entre elles et l'incapacité du système international d'y répondre de manière adéquate. Ces facteurs mettent en lumière l'obligation claire et non équivoque faite à tous les États parties par le Traité d'ouvrir des négociations devant aboutir à des mesures efficaces de désarmement nucléaire.

5. Le document de travail soumis par la Nouvelle Zélande au nom de la Coalition pour un nouvel ordre du jour (NPT/ CONF.2015/WP.9) est constructif et convaincant, il propose deux approches définissant des mesures efficaces pour réaliser le désarmement nucléaire mais ne prescrit pas d'instrument juridique particulier à mettre au point par le biais de discussions entre États. Cependant, il ne s'agit plus de savoir si ces discussions doivent ou non avoir lieu et il n'y a par ailleurs aucun doute possible quant à la nécessité d'un cadre juridique convenu pour parvenir au désarmement nucléaire.

6. M. O'Reilly attend avec impatience l'ouverture d'une discussion de fond sur les mesures effectives à prendre à cette fin, que tous les États parties se sont engagés à négocier. Ces négociations, loin d'avoir été poursuivies ou conclues, n'ont même pas encore débuté. Sans cette première étape, le monde exempt d'armes nucléaires auquel le monde entier aspire ne peut devenir réalité.

7. **M^{me} Wairatpanij** (Thaïlande) déclare qu'il est de l'intérêt de tous les États, dotés ou non de l'arme nucléaire, d'œuvrer de concert à l'objectif ultime de l'élimination totale et complète des armes nucléaires. C'est la définition, pour la Thaïlande, d'un monde exempt d'armes nucléaires; malheureusement, certains pays ne l'entendent pas ainsi et prétendent conserver indéfiniment de telles armes en leur possession. Tous les États parties portent la responsabilité juridique de satisfaire à leurs obligations au titre de l'article VI. Il est important de continuer d'agir pour faire adhérer les pays qui ne l'ont pas encore fait au Traité; la

ratification universelle contribuerait à garantir la pleine réalisation de son esprit et de ses objectifs. Les États parties doivent se pencher sérieusement sur les mesures requises pour une mise en œuvre intégrale de l'article VI. Dans le même temps, il appartient aux États dotés de l'arme nucléaire de réaffirmer leur engagement à prendre des mesures concrètes en vue d'un désarmement nucléaire sans équivoque.

8. L'aspect le plus dynamique du document final de la Conférence d'examen de 2010 a été l'accent placé sur les conséquences humanitaires catastrophiques de tout recours aux armes nucléaires. Les États parties engagés et la société civile sont à féliciter pour leur persévérance et leur contribution productive à cette cause. Avec les résultats des trois conférences internationales sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, et les avis et informations contenus dans les nombreux documents de travail soumis à la présente Conférence d'examen, l'excuse d'un manque d'éléments factuels pour démarrer les discussions ne tient pas.

9. La Thaïlande a co-accueilli en mars 2015, avec l'International Law and Policy Institute de Norvège, une table ronde régionale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires et les perspectives d'un traité d'interdiction. Cette table ronde n'a fait que confirmer la nécessité et l'urgence de discussions en vue de l'ouverture d'un processus diplomatique approprié pour combler les lacunes juridiques. La délégation thaïlandaise appelle à des discussions plus ciblées sur cette question et invite la Conférence d'examen à prendre en compte sérieusement les résultats de ces conférences et initiatives. Il s'agit bien sûr d'une recommandation ferme, mais aussi d'un impératif logique qui ne peut que contribuer au renforcement du Traité et de sa mise en œuvre.

10. Il appartient aux États parties de redoubler d'efforts pour sensibiliser davantage le public à cette question, en portant une attention toute particulière à la jeunesse. La communauté internationale ne doit pas accepter que la jeune génération soit directement touchée par les conséquences catastrophiques des armes nucléaires. La Thaïlande a assumé sa responsabilité de promouvoir une prise de conscience effective et durable du public afin de continuer d'appuyer le désarmement nucléaire. Les commémorations des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki et la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires,

accompagnées d'événements tels que le concours de rhétorique organisé sur ce thème en Thaïlande en 2014, peuvent être d'importantes occasions de sensibilisation au plan mondial. L'heure est venue pour les États dotés de l'arme nucléaire et les autres de faire preuve de courage, de créativité et de flexibilité pour avancer de manière constructive.

11. **M^{me} Tiemoko Ousmane** (Niger) indique qu'en dépit des conséquences horribles de l'utilisation d'armes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, et près de 50 ans après l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération, la mise en œuvre de ce dernier est loin d'être satisfaisante. Les principaux États dotés de l'arme nucléaire ont engagé des efforts louables pour réduire leurs arsenaux, mais les faits montrent qu'il reste encore beaucoup à faire. Le processus de désarmement prévu dans le Traité et la mise en œuvre des décisions et résolutions adoptées lors des précédentes Conférences d'examen sont au point mort.

12. La Conférence du désarmement, censée formuler des recommandations en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, est dans l'impasse, et des divergences sensibles subsistent quant à l'adoption d'une convention internationale sur l'élimination totale des armes nucléaires et d'un traité interdisant la production de matière fissile pour la fabrication d'armes et autres dispositifs nucléaires (traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles). La ratification universelle du Traité sur la non-prolifération reste à réaliser et l'appel à plus de transparence de la part des États dotés de l'arme nucléaire demeure lettre morte. Par ailleurs, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'a pu être mis en œuvre, en dépit de ses 183 États parties et ses 164 ratifications, car les huit États dont la signature est indispensable pour l'entrée en vigueur ont refusé pour l'heure de franchir ce pas décisif.

13. La Réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires organisée par le Secrétaire général des Nations Unies en 2011, qui reflétait l'attention qu'il conviendrait de porter aux armes et à la sécurité nucléaires, a permis de rappeler le danger et risque omniprésents de catastrophe nucléaire qui hantent l'humanité. Comme elles l'ont rappelé au cours de la présente Conférence d'examen, de nombreuses délégations avaient souligné à l'occasion de cette réunion que la sécurité de quelques-uns ne devait pas être assurée au détriment d'un monde totalement exempt d'armes nucléaires. Pour le Niger, les armes

nucléaires ne sont que des équipements et des machines et à ce titre leur sécurité n'est pas absolue en cas d'accident. D'autre part, rien ne garantit que les organisations criminelles, qui opèrent dans diverses régions et sont à la pointe de la technologie des communications, ne sont pas en mesure de pirater les systèmes de sécurité des armes nucléaires et d'anéantir toute l'humanité.

14. La délégation nigérienne espère que le cinquantième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sera célébré dans un monde exempt d'armes nucléaires ou du moins dans un monde où des actions concrètes ont été prises pour refléter l'engagement ferme de les éliminer. Le Niger reste déterminé à atteindre les objectifs vitaux de non-prolifération et de désarmement nucléaire, et soutient toutes les initiatives menées à cette fin, qu'elles soient unilatérales, bilatérales ou multilatérales. C'est pourquoi, malgré ses riches gisements d'uranium et ses besoins financiers pour le développement, le Niger a volontiers adhéré au Traité, à d'autres instruments importants relatifs aux matières radioactives, et aux accords pertinents de l'AIEA.

15. Les dispositions essentielles du Traité, les principes et les objectifs du désarmement et de la non-prolifération nucléaires adoptés en 1995, les 13 mesures concrètes convenues lors de la Conférence d'examen de 2000, le plan d'action élaboré lors de la Conférence d'examen de 2010 et toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale doivent être pleinement mis en œuvre.

16. **M. Badr** (Égypte) précise que son pays accorde la plus haute priorité à un désarmement nucléaire global, non discriminatoire et vérifiable et à l'élimination complète dans un délai déterminé de toutes les armes nucléaires. L'Égypte est par ailleurs vivement préoccupée par la menace continue posée à l'humanité par l'existence d'arsenaux nucléaires. L'élimination totale de ces armes continue de dépendre du respect par les États dotés de l'arme nucléaire de leurs obligations au titre de l'article VI et de l'adhésion universelle au Traité. Le statut des États dotés de l'arme nucléaire se voulait être un statut transitoire et toute hypothèse selon laquelle la prorogation illimitée du traité permettrait aux États dotés de l'arme nucléaire de conserver indéfiniment ces armes est contraire à l'esprit et à la lettre du Traité. Par ailleurs, le Moyen-Orient bénéficie et continuera de bénéficier d'un statut spécial dans le cadre du Traité et de son

processus d'examen, comme le démontre la résolution sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires ainsi que d'autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient et la décision sur les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, adoptées toutes deux lors de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation.

17. Cependant, les 13 mesures concrètes adoptées lors de la Conférence d'examen de 2000 et le plan d'action convenu lors de la Conférence d'examen de 2010, qui identifient tous deux des actions spécifiques destinées à promouvoir le désarmement nucléaire, demeurent lettres mortes. En effet, le rôle des armes nucléaires dans les doctrines militaires et de sécurité des États dotés de l'arme nucléaire n'a pas fondamentalement évolué, plusieurs États réaffirmant même leur conviction que les armes nucléaires sont la garantie ultime de leur sécurité. La poursuite de programmes de milliards de dollars pour moderniser les stocks confirme la dépendance à long terme aux armes nucléaires. Les tentatives incessantes d'introduction de nouvelles interprétations, selon lesquelles l'article VI laisse le désarmement nucléaire à la discrétion de certains États, remettent en cause l'engagement des États dotés de l'arme nucléaire en faveur du désarmement nucléaire et sapent la crédibilité et l'utilité du Traité.

18. L'Égypte est profondément préoccupée par le non-respect persistant des obligations en matière de désarmement nucléaire et appelle à la réalisation sans plus attendre des obligations établies à l'article VI. Les obligations au titre du Traité forment un ensemble d'engagements qui, une fois mis en œuvre avec les décisions pertinentes adoptées lors des Conférences d'examen, contribueront collectivement à l'efficacité du Traité; toute disposition contraire ne ferait que porter atteinte à l'objet et à la finalité de l'instrument.

19. Les conférences internationales sur l'impact humanitaire des armes nucléaires ont fait prendre conscience, comme jamais auparavant, de l'ampleur de l'impact de la moindre explosion nucléaire et de l'incapacité de la communauté internationale à répondre de manière adéquate à ses conséquences. L'Égypte soutient pleinement l'engagement présenté par l'Autriche lors de la Conférence de Vienne en 2014. La Commission devrait dument prendre en compte la perspective humanitaire, élément central de

la marche vers la délégitimisation des armes nucléaires et leur élimination totale.

20. Le Gouvernement égyptien soutient fermement la négociation d'une convention visant à parvenir à l'élimination totale et irréversible des armes nucléaires selon un calendrier précis et sous vérification et contrôle effectifs multilatéraux. La Conférence d'examen de 2015 doit en tirer parti en commençant, si nécessaire, par la négociation d'un traité interdisant la fabrication, la possession, le transfert et l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires. M. Badr attire l'attention sur le document de travail soumis à la Conférence par la Coalition pour un nouvel ordre du jour (NPT/CONF.2015/WP.9), qui contient quatre options pour élaborer des mesures efficaces relatives au désarmement nucléaire.

21. La Conférence d'examen de 2010 a reconnu le droit légitime de tous les États parties non dotés de l'arme nucléaire de bénéficier de garanties de sécurité négatives juridiquement contraignantes de la part des États dotés de l'arme nucléaire, en attendant l'élimination totale de ces armes. Les efforts en vue de la conclusion d'un instrument juridiquement contraignant, universel et inconditionnel sur les garanties de sécurité devraient être poursuivis en priorité. À cet égard, la Conférence du désarmement devrait entamer des négociations relatives à un traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles, conformément au rapport du Coordonnateur spécial de 1995 (CD/1299) et au mandat qui y figure, dans le cadre d'un programme de travail convenu, complet et équilibré. Pour être efficace, un tel traité doit couvrir tous les stocks existants de matières fissiles et instaurer les conditions dans lesquelles les États dotés d'armes nucléaires ne pourront pas fabriquer d'autres armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

22. L'Égypte recommande à la Commission d'examiner la mise en œuvre des obligations dans le domaine du désarmement nucléaire, en tenant compte des obligations pertinentes adoptées aux Conférences d'examen de 1995, 2000 et 2010. Elle appelle à une mise en œuvre prompte et complète, selon un calendrier précis, du plan d'action de 2010 sur le désarmement nucléaire et exhorte les États dotés de l'arme nucléaire à satisfaire pleinement à leurs obligations au titre du Traité et à remplir leurs engagements sans équivoque en faveur du désarmement nucléaire. De plus, des mesures et un calendrier devraient être convenus afin de garantir la

mise en œuvre immédiate de l'article VI du Traité. M. Badr souligne la nécessité pour l'ensemble des parties de faire preuve de la volonté politique requise pour parvenir à des avancées au cours des délibérations de la Commission.

23. **M. Isnomo** (Indonésie), notant que la mise en œuvre de l'article VI du Traité n'a pas rempli toutes ses promesses, précise que l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes. Au vu de la capacité de destruction des armes nucléaires et de la catastrophe que pourrait déclencher leur utilisation intentionnelle ou accidentelle, sa délégation tient à ce que leur dimension humanitaire et impact soient fidèlement reflétés dans le document final de la Conférence d'examen de 2015. Compte tenu de ce sinistre contexte, le désarmement nucléaire doit devenir la priorité et non pas être sacrifié au nom de progrès en matière de non-prolifération; en fait, les deux piliers se renforcent mutuellement et doivent être abordés de front.

24. Les États dotés de l'arme nucléaire sont tenus de poursuivre le démantèlement de leurs arsenaux existants dans un délai fixé, avec la même vigueur et détermination que pour la non-prolifération. L'Indonésie soutient pleinement la proposition du Groupe des États non alignés parties au Traité concernant le délai fixé pour le désarmement nucléaire. En l'absence d'une convention globale et non discriminatoire sur les armes nucléaires, le Traité reste la pierre angulaire du mécanisme existant de désarmement et de non-prolifération. L'Indonésie exhorte les États dotés de l'arme nucléaire à ne pas revenir sur leur engagement. À ce jour, les États parties n'ont pas encore répondu à l'appel international en faveur d'un désarmement complet et d'un monde exempt d'armes nucléaires, et encore moins convenu d'une date concrète pour sa mise en œuvre.

25. Pour renforcer le Traité, un changement de paradigme dans la vision stratégique du rôle des armes nucléaires dans les doctrines de sécurité s'avère nécessaire. La possession d'armes nucléaires et les aspirations nucléaires sont les dénominateurs communs de tous les acteurs étatiques qui défient de manière irrationnelle les normes internationales, et plus particulièrement les normes humanitaires. Il est insensé que ces acteurs étatiques redéployent des ressources précieuses des secteurs autrement productifs pour se doter d'engins de destruction.

26. Les armes nucléaires offrent de fausses garanties de sécurité, voire même de suprématie, tant aux pays qui en disposent qu'à ceux abrités sous le parapluie nucléaire. En fait, l'arsenal nucléaire renforce la menace de manière exponentielle, et la simple existence des armes nucléaires laisse entrevoir la possibilité qu'elles tombent entre de mauvaises mains ou soient déclenchées accidentellement. Pour commencer, les États dotés de l'arme nucléaire devraient retirer les armes et options nucléaires de leurs doctrines stratégiques, tout en collaborant de manière constructive avec les autres nations à l'élaboration d'une convention interdisant l'utilisation, les essais et la production ou le développement d'armes nucléaires.

27. Fière de sa tradition d'État non doté de l'arme nucléaire, l'Indonésie s'est constamment efforcée de jouer un rôle moteur dans la promotion d'un monde exempt d'armes nucléaires. En 2012, en tant que pays visé à l'Annexe 2, elle a finalisé le processus de ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et depuis 2013 elle a collaboré avec des États partenaires pour garantir l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais et la ratification universelle de cet instrument. À cet égard, le pays appelle l'ensemble des États qui ne l'ont pas encore fait, notamment ceux visés à l'Annexe 2, à ratifier sans plus attendre le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Tant que ce Traité et son mécanisme de suivi ne seront pas juridiquement opérationnels, la menace nucléaire qui pèse sur la paix et la sécurité internationales perdurera.

28. Tous les États non dotés de l'arme nucléaire doivent bénéficier de garanties de sécurité négatives, juridiquement contraignantes, de la part des États dotés de l'arme nucléaire, en attendant l'élimination totale de ces armes. L'octroi de ces garanties de sécurité est également une étape importante sur la voie du désarmement nucléaire. C'est pourquoi l'Indonésie soutient pleinement la mise en œuvre de la résolution 69/58 de l'Assemblée générale. Tout retard ou obstacle aux négociations lors de la Conférence du désarmement est contraire aux décisions prises lors des Conférences d'examen précédentes.

29. Les objectifs du Traité sur la non-prolifération ne seront atteints que par une action concrète, équilibrée et non discriminatoire sur l'ensemble de ses trois piliers. Les États parties doivent garder à l'esprit qu'une prorogation illimitée du Traité n'est pas

synonyme de possession indéfinie d'armes nucléaires par les États qui en sont dotés, pas plus qu'elle n'implique le maintien indéfini du statut de non-membre pour les pays non parties au Traité. L'universalisation du Traité, accompagnée de la mise en œuvre pleine et entière de ses dispositions, et l'élimination totale des arsenaux nucléaires mondiaux sont les seuls véritables garants d'un monde exempt de toute menace nucléaire. Le moment est venu de penser intelligemment aux générations futures. À cet égard, l'Indonésie se félicite de l'adhésion au Traité de l'État de Palestine, signe de son désir bien réel de paix.

30. **M. Momen** (Bangladesh) déclare que son pays a adopté depuis longtemps une position sans équivoque sur le désarmement nucléaire : les armes nucléaires ne garantissent aucunement la sécurité mondiale, elles ne font que mettre l'humanité en danger et renforcer les craintes et l'incertitude. Les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale, qui conçoivent un monde exempt d'armes nucléaires, ne sont pas encore pleinement mises en œuvre. Les armes nucléaires continuent d'être massivement perfectionnées et stockées. Une poignée d'États insensibles à la sécurité de la majorité des citoyens, y compris des leurs, cherchent toujours à posséder l'arme nucléaire ne serait-ce que pour alimenter un faux sentiment de sécurité. Alors que des milliards de personnes souffrent encore de la faim et ne jouissent pas des droits fondamentaux, des sommes astronomiques sont gaspillées pour la construction d'armes nucléaires. M. Momen se demande comment justifier une telle démarche, compte tenu des aspirations à un avenir solidaire et durable, profitant à la population et à la planète.

31. Le Bangladesh reste attaché à la mise en œuvre complète des dispositions du Traité et a signé tous les principaux traités multilatéraux de désarmement, conformément à ses obligations constitutionnelles. Il appuie la mise en œuvre effective des trois piliers du Traité, fondement essentiel de la poursuite du désarmement nucléaire et de l'élimination totale de toutes les armes nucléaires. M. Momen invite les États dotés de l'arme nucléaire à satisfaire de bonne foi à leurs obligations juridiques de longue date au titre de l'article VI et à se conformer aux engagements décrits dans les 13 mesures concrètes et le plan d'action de la Conférence d'examen de 2010, en particulier la mesure 5.

32. Le moment est venu de conclure une convention globale garantissant un monde exempt d'armes nucléaires; ceci suppose l'ouverture urgente de négociations au sein de la Conférence du désarmement, conformément à la résolution 68/32 de l'Assemblée générale. Les États dotés de l'arme nucléaire doivent poursuivre le désarmement dans des délais déterminés. L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, auquel le Bangladesh est partie, est une étape essentielle sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires. C'est pourquoi le Bangladesh appelle l'ensemble des États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier cet instrument. Il est également impératif d'engager sans plus attendre des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles, incluant les stocks existants, qui soit véritablement effectif, non-discriminatoire, juridiquement contraignant et concrètement vérifiable.

33. Bien que vivant dans l'ombre de voisins dotés de l'arme nucléaire, le Bangladesh a décidé de ne pas se lancer dans le nucléaire. L'objectif du désarmement ne peut être atteint qu'en renforçant la confiance par des mesures appropriées, en faisant montre de la volonté politique requise et en menant une diplomatie multilatérale efficace entre les États dotés de l'arme nucléaire et les autres.

34. **M. Ibrahim** (République arabe syrienne) précise que les États non dotés de l'arme nucléaire ont accepté des droits et obligations au titre du Traité, étant entendu qu'ils bénéficient de garanties de sécurité négatives et que l'objectif ultime est l'élimination totale des armes nucléaires. Cependant, certains États dotés de l'arme nucléaire ont fait marche arrière et sont revenus sur leurs engagements. Ils entravent sans cesse le multilatéralisme, font obstruction aux mécanismes du Traité dans la poursuite de leur monopole du pouvoir et imposent une politique de deux poids et deux mesures en matière de non-prolifération, menaçant ainsi gravement la paix et la sécurité internationales.

35. Le Traité n'a pas réussi à éliminer la menace des armes nucléaires et à consolider la sécurité. Certains États dotés de l'arme nucléaire refusent d'offrir des garanties de sécurité juridiquement contraignantes et agissent de manière irresponsable. Les précédentes Conférences d'examen ont adopté des décisions et des résolutions, toutes de même importance, qui font partie intégrante du régime institué par le Traité. La décision de proroger indéfiniment le Traité dans le but de

parvenir au désarmement nucléaire en est un parfait exemple.

36. La présente Conférence d'examen doit adopter une position franche et claire sur l'atteinte de la ratification universelle du Traité et examiner les violations graves commises par certains États dotés de l'arme nucléaire, qui proposent de telles armes, leur expertise et une assistance à des entités qui ne sont pas parties au Traité. C'est le cas d'Israël, qui a développé son arsenal nucléaire sous couverture d'autres États dotés de l'arme nucléaire et fait peser une menace sur la région et le monde entier. La Conférence doit également prendre position sur les garanties de sécurité positives. M. Ibrahim invite instamment les États dotés de l'arme nucléaire à cesser d'appliquer deux poids et deux mesures, à mettre un terme à leurs tergiversations et à leurs actions irresponsables, et à œuvrer à l'atteinte des objectifs du Traité.

37. **M. van der Kwast** (Pays-Bas) déclare que son pays reste fermement engagé sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires. Le meilleur moyen d'y parvenir est d'adopter une approche pas à pas et de prendre des mesures pratiques et concrètes combinant ambition et réalisme. Ceci suppose de redoubler d'efforts à tous les niveaux. Des progrès ont été enregistrés dans plusieurs domaines. La mise en œuvre continue, même dans le climat politique actuel, du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (nouveau Traité START) a conduit ces deux pays à réduire leurs arsenaux stratégiques à leur niveau le plus bas depuis plus d'un demi-siècle, alors que le Royaume-Uni et la France ont eux aussi réduit unilatéralement leurs arsenaux.

38. Les rapports établis par les membres permanents du Conseil de sécurité sur leurs programmes d'armes nucléaires ont eu un effet bénéfique sur la transparence. Ces rapports, dont la qualité est très variable, mériteraient d'être plus détaillés, mais cette démarche marque incontestablement un pas dans la bonne direction. Pour renforcer la transparence, il serait possible également d'effectuer des visites dans les bases aériennes et de publier le glossaire des principaux termes liés au nucléaire, qui pourrait être amélioré.

39. La collaboration entre la Norvège et le Royaume-Uni en vue d'examiner les problèmes techniques et

procéduraux liés à un éventuel futur régime de vérification du désarmement nucléaire, ainsi que le nouveau partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire mené par les États-Unis, sont des initiatives constructives et utiles. Par ailleurs, le groupe d'experts gouvernementaux établi par la résolution 67/53 de l'Assemblée générale a produit un rapport de consensus substantiel qui jette les bases nécessaires à l'ouverture de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles. M. van der Kwast espère que ce rapport contribuera au démarrage immédiat des négociations.

40. Malgré ces réalisations, des efforts supplémentaires sont manifestement indispensables. Les Pays-Bas partagent la frustration grandissante liée à la lenteur des progrès; les conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires se sont tenues dans ce climat de frustration. Les Pays-Bas espèrent que la dynamique créée par ces conférences donnera un nouvel élan au désarmement et qu'elle permettra aux États parties de prendre les mesures requises sur la voie de l'objectif « Global zéro » lors de la présente Conférence d'examen. Dans le même temps, les considérations de sécurité et de stabilité ne doivent pas être passées sous silence. Les développements géopolitiques sont à prendre en compte, mais ne doivent pas être un prétexte à l'interruption du désarmement nucléaire. De plus, bien que l'article VI soit à prendre avec le plus grand sérieux, la délégation néerlandaise estime qu'il ne contient pas de « lacune juridique ». Il appartient aux États parties de chercher un consensus sur le moyen de progresser ensemble dans la mise en œuvre de cet article.

41. M. van der Kwast rappelle que la question du partage nucléaire a été abordée durant les négociations du Traité, à une époque où les dispositions générales existaient et ont été clairement expliquées aux délégations et au public. Il précise par ailleurs que les armes affectées à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) restent en permanence sous le contrôle national d'un État doté de l'arme nucléaire et qu'elles ne sont jamais transférées. C'est pourquoi, les dispositions générales de l'OTAN sont pleinement compatibles avec les obligations posées aux alliés de l'OTAN en vertu du Traité. Cette Organisation reste pleinement déterminée à œuvrer en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

42. Pour aller de l'avant, les États parties devraient s'efforcer de trouver un terrain d'entente et continuer

de s'appuyer sur le consensus relatif au plan d'action de 2010. Ils devraient dresser le bilan des réalisations et tenir un débat honnête sur les mesures non encore mises en œuvre et les raisons sous-jacentes. Les Pays-Bas sont ouverts à l'identification de nouvelles mesures, à condition que celles-ci permettent de se rapprocher de l'objectif de « Global zéro ». L'initiative sur la non-prolifération et le désarmement, dont les Pays-Bas sont membres, a soumis un document de travail à la Conférence (NPT/CONF.2015/WP.16) ébauchant plusieurs propositions sur la marche à suivre.

43. **M. Kucer** (Slovaquie), répétant l'importance qu'accorde son pays au pilier du désarmement nucléaire, déclare que tous les États doivent contribuer activement au processus de désarmement afin de préserver et renforcer la sécurité internationale. Conformément aux objectifs du Traité, la Slovaquie soutient fermement et favorise un monde exempt d'armes nucléaires, basé sur le principe d'une sécurité non diminuée pour tous. Cependant, elle s'inquiète de la multiplication des références au rôle éventuel des armes nucléaires dans les récentes tensions en Europe. Des efforts s'imposent pour accorder une place moindre aux armes nucléaires dans les stratégies de sécurité et les doctrines de défense, en parallèle de la réduction des arsenaux nucléaires.

44. L'impact humanitaire des armes nucléaires, un aspect important du discours complexe sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires, fait l'objet d'une attention croissante. Cependant, la prévention de l'utilisation des armes nucléaires suppose également de se pencher sur leur raison d'être. Pour éliminer les arsenaux nucléaires, la participation substantielle et constructive des États dotés de l'arme nucléaire est indispensable. Sans l'engagement des acteurs pertinents, aucune interdiction ne saurait garantir les résultats escomptés.

45. Pour progresser sur la voie du désarmement nucléaire, il est vital d'élaborer un ensemble d'instruments juridiquement contraignants venant concrétiser l'engagement d'une élimination totale des armes nucléaires. C'est pourquoi la Slovaquie soutient l'ouverture immédiate de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles. Un traité de ce type est l'occasion unique de créer un régime non-discriminatoire imposant des obligations égales aux États dotés de l'arme nucléaire et aux autres. Il permettrait de renforcer la sécurité des matières

nucléaires et les actions communes déployées pour éviter qu'elles ne tombent entre les mains de terroristes. D'autre part, fondé sur les principes de transparence, d'irréversibilité et de vérification tout en insistant sur la non-prolifération et le désarmement, cet instrument renforcera à l'évidence le régime global de non-prolifération et trouvera sa place dans l'ossature d'un cadre complet.

46. Cependant, la fixation de conditions préalables strictes pour définir le champ des délibérations et l'anticipation de leurs résultats n'auront pour unique effet que de retarder le début des négociations. Or, seules de véritables négociations sont en mesure de mettre en lumière les points à aborder et la façon de le faire, et par là même de mener aux résultats escomptés. À cet égard, le travail du groupe d'experts gouvernementaux est d'une importance déterminante pour la préparation de futures négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles. La délégation slovaque est impatiente de prendre connaissance du rapport complet sur les travaux du groupe et soutient la recommandation selon laquelle la Conférence d'examen devrait réaffirmer la nécessité d'engager sans plus attendre des négociations sur le Traité, de préférence dans le cadre de la Conférence du désarmement.

47. **M^{me} Kasnakli** (Turquie) déclare que son pays reste fermement attaché aux objectifs, aux dispositions, au renforcement et à l'universalisation du Traité sur la non-prolifération. Le but ultime d'un monde exempt d'armes nucléaires est hors de portée sans une mise en œuvre réussie et universelle du régime du Traité. Tout au long du cycle d'examen, la Turquie s'est engagée avec ses partenaires de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement à promouvoir l'application du plan d'action de la Conférence d'examen de 2010.

48. La Turquie a suivi de près les développements en matière de désarmement nucléaire, y compris le remarquable nouveau Traité START et l'annonce de mesures additionnelles de contrôle des armements par certains États dotés de l'arme nucléaire. La délégation turque se félicite de ces mesures bilatérales et unilatérales et espère que les États-Unis et la Fédération de Russie poursuivront leurs efforts pour réduire encore leurs arsenaux nucléaires.

49. La transparence est un facteur important, et à cet égard, les rapports établis par les États dotés de l'arme

nucléaire et parties au Traité sont un signe bienvenu de progrès; l'Initiative a également contribué au processus en rédigeant des modèles de rapport. Cela étant, la frustration découlant de l'inefficacité de la mise en œuvre du plan d'action de 2010 ne doit pas être passée sous silence. La non-tenue de la conférence internationale consacrée à l'instauration d'une zone exempte d'armes nucléaires ainsi que d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient a, elle aussi, été une grande déception. Ces lacunes ont révélé que le désarmement nucléaire n'est nullement déconnecté du monde réel et qu'il est étroitement lié aux tensions entre les divers acteurs, aux différences de perception des menaces et à des calculs stratégiques.

50. Dans son observation détaillée des diverses tendances, la Turquie a constaté la prise de conscience grandissante de la nécessité de mettre fin à l'hégémonie des armes nucléaires dans les politiques et doctrines de sécurité et de défense. Cette sensibilisation doit amener une compréhension générale de la part de tous les acteurs concernés afin de parvenir à une réduction globale et systématique de la dépendance aux armes nucléaires.

51. Les conséquences humanitaires catastrophiques de l'usage d'armes nucléaires sont extrêmement préoccupantes. Cependant, seul un processus progressif fondé sur plusieurs piliers permettra d'atteindre l'objectif ultime d'un « Global zéro ». Un désarmement nucléaire effectif, irréversible et vérifiable intervient dans un contexte stratégique où la sécurité non diminuée pour tous doit rester le principe directeur. La confiance mutuelle est le facteur clef dans l'instauration d'un climat propice à d'autres mesures pratiques relatives au désarmement nucléaire. La coordination entre les États dotés de l'arme nucléaire est à l'évidence une bonne chose, mais l'instauration de la confiance entre ces États et ceux non dotés de l'arme nucléaire est un problème autrement plus sérieux. Les garanties de sécurité négatives octroyées aux États non dotés de l'arme nucléaire sont une solution viable, dans le contexte des trois piliers du Traité.

52. L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires serait une avancée significative et constituerait un volet important du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. La Turquie appelle l'ensemble des États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier ce Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en particulier les pays visés à

l'Annexe 2. Le maintien d'un moratoire sur les essais nucléaires est d'une importance cruciale, en attendant l'entrée en vigueur du Traité. Un autre élément important serait l'ouverture de négociations sur un traité non-discriminatoire, multilatéral et vérifiable interdisant la production de matières fissiles. La finalisation du rapport du groupe d'experts gouvernementaux contribuerait aux délibérations de la Conférence du désarmement.

53. **M. Sano** (Japon), prenant la parole au nom de 72 autres pays, déclare qu'il est important de sensibiliser davantage aux conséquences humanitaires catastrophiques de l'utilisation des armes nucléaires, aux risques associés à la prolifération nucléaire et aux moyens de relever ces défis. L'éducation des jeunes générations est un élément décisif car elle permet de renforcer tous les aspects du Traité sur la non-prolifération et favorise une culture mondiale de paix et de sécurité.

54. Les États parties doivent faire preuve de leur engagement à mettre en œuvre les recommandations figurant dans le document final de la Conférence d'examen de 2010 (NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)) et celles contenues dans le plan d'action adopté lors de cette même Conférence. Le document final a souligné l'importance de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération en ce qu'elle contribue utilement et efficacement à la réalisation des objectifs du Traité, et encouragé tous les États parties à mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport de 2002 du Secrétaire général sur l'Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération (A/57/124).

55. Les États ont réaffirmé à plusieurs reprises leur engagement à cet égard en adoptant les résolutions biennales de l'Assemblée générale sur l'Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement. L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération suppose de recourir aux nouvelles technologies d'information et de communication, par exemple les médias sociaux, et d'instaurer une coopération et collaboration entre les Gouvernements et les organisations internationales, régionales et de la société civile. Soixante-dix ans après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, la Conférence d'examen de 2015 offre aux États parties

au Traité sur la non-prolifération l'occasion de défendre leur vision d'un monde sûr et pacifique, exempt d'armes nucléaires, en optimisant le potentiel de l'éducation.

56. **M. Al-Nisf** (Qatar) est d'avis que la crédibilité du Traité sur la non-prolifération est fonction du sentiment de sécurité qu'il est en mesure de conférer. La prorogation du Traité en 1995 n'est pas pour les États dotés de l'arme nucléaire une incitation à conserver leurs énormes stocks d'armes nucléaires; tous les États doivent unir leurs efforts pour éliminer les arsenaux nucléaires conformément à l'article VI. L'adoption, lors des conférences successives, de diverses mesures pour promouvoir le désarmement traduit bien les progrès limités enregistrés à cet égard. Certaines dispositions unilatérales et bilatérales ont abouti à une diminution des stocks, mais la présence encore à ce jour d'armes nucléaires en nombre suffisant pour détruire toute vie sur terre est inacceptable.

57. Il est particulièrement préoccupant de constater que de nombreux États continuent d'intégrer les armes nucléaires dans leurs doctrines de défense et d'étudier les moyens de renforcer leur pouvoir de destruction, notamment à la lumière de l'accent grandissant porté par la communauté internationale aux conséquences humanitaires potentielles de telles armes. La délégation qatarie se félicite des trois conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires qui se sont déroulées en 2013 et 2014 et appelle à la mise en œuvre des recommandations qui y ont été formulées.

58. Il convient d'examiner le degré de mise en œuvre des résolutions des Conférences d'examen de 1995, 2000 et 2010 et d'identifier les obstacles rencontrés et les moyens de les surmonter. Les États dotés de l'arme nucléaire doivent engager des consultations de bonne foi et prendre des mesures décisives pour débarrasser le monde des armes nucléaires dans un délai précis. D'ici là, il leur appartient de fournir des garanties contre l'utilisation des armes nucléaires. Comme l'a indiqué la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, l'explosion d'une arme nucléaire serait contraire aux règles du droit humanitaire international. Tant qu'il y aura des armes nucléaires, elles risquent de tomber entre les mains de terroristes. Le moment est venu de chasser le spectre d'une attaque nucléaire et de garantir une utilisation exclusive de la

technologie nucléaire pour servir le progrès, et non pour détruire l'humanité.

59. **M. AlAjmi** (Koweït) déclare que la crédibilité du Traité sur la non-prolifération tient à l'égale importance accordée à ses trois piliers : désarmement, non-prolifération et utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Tous les États membres des Nations Unies doivent avoir comme objectif ultime de devenir des États parties au Traité non dotés de l'arme nucléaire. La réticence dont font preuve les États dotés de l'arme nucléaire pour mettre en œuvre les 13 mesures concrètes adoptées en 2005 et le plan d'action de 2010 est une source de préoccupation.

60. La délégation du Koweït se félicite de la résolution 69/58 de l'Assemblée générale sur la suite donnée à la réunion de haut niveau de 2013 sur le désarmement nucléaire et des observations formulées par diverses délégations quant à la nécessité de garantir l'élimination totale des armes nucléaires. La Conférence du désarmement devrait élaborer un programme de travail complet et équilibré en vue de la négociation d'un accord global interdisant la possession, la production, l'acquisition, les essais, le stockage, le transfert, l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires. Cet accord devrait établir un plan pour éliminer les armes nucléaires existantes dans un délai précis et de façon vérifiable. Par ailleurs, la Conférence devrait négocier un traité interdisant la production de matières fissiles et établir un mécanisme international permettant d'offrir aux États non dotés de l'arme nucléaire des garanties de sécurité inconditionnelles et juridiquement contraignantes.

61. **M. Khelif** (Algérie) confirme l'importance égale qu'il convient d'accorder aux trois piliers du Traité sur la non-prolifération. Il est impossible de mettre en œuvre le Traité sans une meilleure coopération entre les États dotés de l'arme nucléaire et les autres. Si des avancées ont à l'évidence été enregistrées en matière de non-prolifération, la question du désarmement est source de frustration et de préoccupation, compte tenu de la lenteur des progrès et du manque de transparence des États disposant des arsenaux les plus importants.

62. L'Algérie a été le théâtre d'essais nucléaires et connaît de ce fait bien les conséquences humanitaires des armes nucléaires. Les trois conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires reposaient sur la toute première résolution adoptée par l'Assemblée générale, la résolution 1(I) (1946), et le

Traité sur la non-prolifération. Il est décevant de constater que 45 ans après l'entrée en vigueur du Traité, son article VI, les mesures pratiques convenues lors de la Conférence d'examen de 2000 et les mesures de désarmement du plan d'action de la Conférence d'examen de 2010 ne sont pas encore appliqués en raison du manque de volonté politique des États riches et l'absence de calendrier précis. En fait, il semblerait même que les politiques de dissuasion nucléaire jouissent à nouveau d'une certaine acceptation, une évolution totalement contraire aux objectifs du Traité et à l'engagement sans équivoque des États dotés de l'arme nucléaire d'éliminer intégralement leurs arsenaux nucléaires.

63. Un instrument multilatéral et juridiquement contraignant interdisant les armes nucléaires, accompagné d'un calendrier pour leur élimination complète, est une option viable. La résolution 69/58 de l'Assemblée générale et le document de travail sur des éléments proposés en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour l'élimination des armes nucléaires, présenté à la Conférence d'examen de 2015 par le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (NPT/CONF/2015.WP.14) sont susceptibles de fournir des orientations à cet égard. La meilleure façon d'assurer l'autorité et la crédibilité du Traité serait d'engager un dialogue ouvert et sincère; la simple réaffirmation de la validité des engagements souscrits lors des Conférences d'examen de 2000 et 2010 ne suffira pas à en renforcer le respect.

64. La délégation algérienne a présenté un document de travail (NPT/CONF.2015/WP.52), contenant plusieurs recommandations qu'elle souhaite voir reflétées dans le document final de la Conférence d'examen de 2015.

65. **M. Najafi** (République islamique d'Iran), prenant la parole au nom du Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, déclare que la seule solution pour éviter l'emploi ou la menace d'emploi potentiels d'armes nucléaires est leur élimination totale et une garantie universelle et juridiquement contraignante de ne jamais plus en produire. D'ici à l'atteinte de cet objectif, les États non dotés de l'arme nucléaire ont le droit légitime de bénéficier de garanties de sécurité négatives effectives, universelles, inconditionnelles, non-discriminatoires et irrévocables contre l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires. Or les

garanties fournies par les États dotés de l'arme nucléaire continuent d'être limitées, conditionnelles et insuffisantes, d'où une situation hautement inquiétante.

66. La prorogation illimitée du Traité ne signifie pas que les États dotés de l'arme nucléaire peuvent conserver indéfiniment leurs arsenaux nucléaires. Un tel postulat porterait atteinte à l'intégrité et à la durabilité du régime de non-prolifération et à l'objectif primordial de la paix et de la sécurité internationales. Les États dotés d'armes nucléaires doivent de ce fait s'abstenir de les employer ou de menacer de les employer, en toutes circonstances, contre des États parties au Traité qui n'en sont pas dotés.

67. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires se félicite de la tenue des trois conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, et estime que ces considérations humanitaires doivent être prises en compte dans toutes les discussions et actions entreprises en faveur du désarmement. Une menace d'emploi ou l'emploi d'armes nucléaires constituerait un crime contre l'humanité et une violation de la Charte des Nations Unies et du droit international. Par ailleurs, la seule possession d'armes nucléaires est contraire aux principes du droit humanitaire international, comme l'a confirmé la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. Les doctrines militaires des États dotés de l'arme nucléaire et le concept stratégique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord soulèvent de ce fait certaines inquiétudes.

68. En attendant la conclusion des négociations sur des garanties de sécurité adéquates, tous les États dotés de l'arme nucléaire doivent au minimum respecter pleinement les engagements qu'ils ont souscrits et étendre inconditionnellement les garanties à tous les États parties non dotés de l'arme nucléaire. La Conférence d'examen de 2015 devrait se pencher sur le manque de volonté politique des États dotés de l'arme nucléaire d'apaiser en priorité les craintes légitimes de ceux qui n'en sont pas dotés. M. Najafi attire l'attention sur les recommandations additionnelles figurant dans le document de travail sur les garanties de sécurité contre l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires soumis pour examen par le Groupe à la Conférence (NPT/CONF.2015/WP.2).

69. **M. Badr** (Égypte) déclare qu'en attendant l'élimination des armes nucléaires, les États qui en sont dotés sont tenus de fournir des garanties de sécurité inconditionnelles aux autres États par le biais d'un instrument juridiquement contraignant. La demande de telles garanties est logique, légitime et antérieure au Traité en lui-même. Les garanties octroyées par les États dotés de l'arme nucléaire dans le contexte des résolutions 255 (1968) et 984 (1995) du Conseil de sécurité sont insuffisantes, compte tenu de l'impact humanitaire catastrophique qu'aurait une explosion atomique et de l'incapacité des États et des organisations à contrôler ou contenir ces conséquences, comme l'ont démontré les conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires.

70. Le changement de position de certains États dotés de l'arme nucléaire sur la question des garanties de sécurité négatives est louable. Cependant, des mesures juridiquement non contraignantes ne permettront jamais d'offrir des garanties de sécurité adéquates ou d'instaurer la confiance mutuelle indispensable à de bonnes relations internationales. Le document de travail présenté par la Coalition pour un nouvel ordre du jour à la Conférence d'examen de 2005 (NPT/CONF.2005/WP.61), qui incluait un projet de protocole sur les garanties de sécurité, pourrait servir de point de départ pour les négociations.

71. L'Égypte se félicite des efforts déployés pour promouvoir des zones exemptes d'armes nucléaires, y compris de l'instauration d'une zone de ce type au Moyen-Orient, et appelle l'ensemble des États dotés de l'arme nucléaire à ratifier sans réserve les protocoles pertinents. Cependant, contrairement à ce qu'ont avancé certains États dotés de l'arme nucléaire, ces zones ne remplacent en rien des garanties de sécurité juridiquement contraignantes, ne serait-ce que parce qu'elles ne couvrent pas tous les États non dotés de l'arme nucléaire.

72. **M. Wood** (États-Unis d'Amérique) indique que son Gouvernement a actualisé et renforcé en 2010 ses garanties de sécurité en place de longue date, en reconnaissance de leur importance pour les États non dotés de l'arme nucléaire. Dans son rapport de 2010 sur la révision de la doctrine nucléaire, le Gouvernement des États-Unis a déclaré qu'il n'emploiera pas ou ne menacera pas d'employer des armes nucléaires contre des États non dotés de l'arme nucléaire parties au Traité sur la non-prolifération, et qu'il est de l'intérêt de tous les pays de proroger

indéfiniment la non-utilisation des armes nucléaires. Le rôle de ces armes dans les stratégies de défense et de sécurité des États-Unis a été significativement réduit au cours des dernières décennies, et le Gouvernement n'envisage de recourir aux armes nucléaires que dans les circonstances les plus extrêmes.

73. Le Gouvernement des États-Unis soutient la création de zones exemptes d'armes nucléaires et travaille activement à l'extension des garanties de sécurité négatives juridiquement contraignantes aux membres de ces zones. Il convient à cet égard de saluer la signature, en mai 2014, par les États dotés de l'arme nucléaire du Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (Traité de Semipalatinsk). Les États-Unis ont déjà ratifié le Protocole additionnel au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) et signé les Protocoles au Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba) et au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga). Avec d'autres États dotés de l'arme nucléaire, les États-Unis poursuivent leur dialogue avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et espère pouvoir signer prochainement le Protocole révisé au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok).

74. Les États-Unis restent attachés à ces garanties et sont prêts à collaborer avec d'autres États parties sur des mesures additionnelles à prendre pour aider les pays, en particulier concernant la réponse à apporter en cas d'attaque nucléaire terroriste. Ils encouragent les autres États dotés de l'arme nucléaire à réaffirmer les garanties de sécurité données aux États non dotés de l'arme nucléaire conformément à leurs obligations au titre du Traité, car ces derniers portent un intérêt légitime à la fiabilité et la crédibilité de ces garanties. La délégation américaine espère que la Conférence d'examen saluera la réaffirmation par les États dotés de l'arme nucléaire de leur engagement en faveur des garanties de sécurité négatives et positives existantes concernant l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires, ainsi que la poursuite des efforts de ces États pour offrir des garanties de sécurité négatives juridiquement contraignantes aux zones exemptes d'armes nucléaires. Elle appelle à l'entrée en vigueur au plus tôt des protocoles pertinents aux traités établissant ces zones.

75. **M. Kmentt** (Autriche) fait état de l'appui ferme de son Gouvernement aux garanties de sécurité négatives. La contribution importante des membres des zones exemptes d'armes nucléaires à l'instauration d'un monde sans armes nucléaires est particulièrement évidente dans le contexte du nouvel accent placé à l'échelon international sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires et les risques associés à leur existence. La délégation autrichienne se félicite des récentes signatures et ratifications par des États dotés de l'arme nucléaire de divers protocoles aux traités établissant des zones exemptes d'armes nucléaires et espère que la Conférence d'examen de 2015 renforcera le rôle joué par ces dernières.

76. La délégation autrichienne soutient pleinement les efforts entrepris en vue de l'instauration d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et compte sur la réunion dans les meilleurs délais de la Conférence chargée de créer cette zone. La crise en Ukraine et ses répercussions négatives potentielles sur le Traité sur la non-prolifération sont sources de préoccupation. Il convient de rappeler que l'Ukraine, État non doté de l'arme nucléaire, a reçu des garanties de sécurité et l'assurance du respect de son intégrité territoriale dans le Mémoire concernant les garanties de sécurité liées à l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Mémoire de Budapest).

77. Bien que l'Autriche ne soit pas membre d'une zone exempte d'armes nucléaires, son droit interne interdit l'emploi d'armes et d'énergie nucléaires. En réponse à la mesure 9 du plan d'action de 2010, l'Autriche et la Suisse ont examiné plus en détail la possibilité d'établir une zone exempte d'armes nucléaires en Europe et ont produit une étude destinée à alimenter la discussion sur la sécurité collective en Europe dans le contexte actuel de tensions internationales grandissantes.

78. Malgré l'absence de toute norme juridique globale interdisant catégoriquement la possession, le transfert, la production et l'emploi d'armes nucléaires, le droit international de l'environnement et le Règlement sanitaire international pourraient être applicables à ces armes. D'autre part, selon le Comité international de la Croix-Rouge, les faits relevés au cours des deux dernières années à propos de l'impact humanitaire des armes nucléaires confortent les doutes quant à l'utilisation de ces armes sans violation du droit international. À cet égard, M. Kmentt attire

l'attention sur le document de travail sur les incidences humanitaires des armes nucléaires présenté par sa délégation à la Conférence d'examen (NPT/CONF.2015/WP.30).

79. **M. Pinto Coelho** (Brésil) déclare qu'en attendant l'élimination des armes nucléaires, la conclusion d'un traité par lequel les États dotés de l'arme nucléaire octroient aux autres États des garanties de sécurité négatives juridiquement contraignantes et sans équivoque est une priorité. De telles garanties seraient simplement la contrepartie de l'engagement des États non dotés de l'arme nucléaire de ne pas acquérir, développer ou employer des armes nucléaires. Les déclarations interprétatives et les réserves des États dotés de l'arme nucléaire concernant les protocoles aux traités établissant des zones exemptes de ces armes doivent être levées avec effet immédiat : elles sont incompatibles avec les objectifs de ces traités.

80. **M^{me} Lv Xin** (Chine) affirme que les États non dotés de l'arme nucléaire doivent bénéficier de garanties de sécurité en contrepartie de leur contribution au processus de désarmement et à la prévention de la prolifération des armes nucléaires. De telles garanties ne servent pas seulement à préserver le régime international de non-prolifération, elles créent également un environnement plus propice au désarmement en renforçant la confiance mutuelle entre les États dotés de l'arme nucléaire et les autres. La demande de garanties de sécurité juridiquement contraignantes exprimée par ces derniers est de ce fait entièrement justifiée et raisonnable.

81. En attendant l'élimination totale des armes nucléaires, tous les États dotés de telles armes devraient s'engager à ne pas être les premiers à les utiliser; ils doivent s'abstenir d'employer ou de menacer d'employer des armes nucléaires contre les États qui n'en sont pas dotés; et ils devraient conclure sans délais des instruments juridiques internationaux à cet égard par l'intermédiaire de la Conférence du désarmement. La Chine s'est engagée de longue date et de manière inconditionnelle à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des États non dotés de l'arme nucléaire ou des zones exemptes d'armes nucléaires. Les États dotés de l'arme nucléaire devraient réduire le rôle de telles armes dans leurs politiques de sécurité, et ne pas les pointer vers d'autres pays ou désigner certains pays comme cibles potentielles d'une éventuelle attaque nucléaire.

82. La Chine reste ouverte à l'examen de toute mesure destinée à promouvoir les garanties nucléaires. Elle a signé et ratifié les Protocoles pertinents aux Traités de Tlatelolco, Rarotonga, Semipalatinsk et Pelindaba, et se tient prête à signer le Traité de Bangkok. Les États dotés de l'arme nucléaire devraient soutenir les efforts des autres États pour établir des zones exemptes d'armes nucléaires.

83. **M. Uliyanov** (Fédération de Russie) déclare que son pays est attaché au concept et à la pratique de garanties de sécurité négatives en faveur des États non dotés de l'arme nucléaire. Il a octroyé ces garanties pour les zones exemptes d'armes nucléaires en Amérique latine, dans le Pacifique Sud, l'Afrique et l'Asie centrale en signant les protocoles pertinents aux traités établissant ces zones. Il se tient prêt à signer le Protocole au Traité de Bangkok et à fournir les garanties de sécurité requises aux membres d'une future zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

84. Les accusations portées par les représentants de l'Ukraine et d'autres États, selon lesquelles la Fédération de Russie a jeté le doute sur la fiabilité de ses garanties de sécurité négatives en violant prétendument le Mémorandum de Budapest et en remettant quasiment en cause le Traité sur la non-prolifération, sont totalement infondées. En réalité, le Gouvernement russe a pleinement respecté ses obligations dans une situation critique, ce qui est bien la preuve de la confiance qu'on peut lui accorder pour honorer ses engagements de sécurité. En tout état de cause, le Mémorandum de Budapest est un instrument politique et n'a pas, en tant que tel, de caractère juridiquement contraignant. Il est inapproprié pour les délégations du Canada, d'Estonie, d'Allemagne, de Pologne et des États-Unis d'utiliser la Conférence d'examen pour engager des spéculations sans scrupule. Ces délégations devraient s'abstenir de compromettre le régime de non-prolifération à des fins politiques à court terme.

85. La Fédération de Russie a pleinement satisfait à ses obligations au titre du Mémorandum de Budapest en Ukraine et n'a pas eu recours à la force militaire en Crimée. Les allégations d'intervention militaire russe en Ukraine ne sont étayées par aucun élément factuel convaincant. En réalité, la quasi-totalité du peuple de Crimée a exercé son droit à l'autodétermination et exprimé le désir de revenir dans le giron de la Russie. Il convient de noter que la Fédération de Russie n'a

pas souscrit l'engagement, ni dans le Mémorandum de Budapest ni dans un quelconque autre instrument, de forcer une région de l'Ukraine à continuer de faire partie intégrante de ce pays contre la volonté de la population locale. La perte de territoire subie par l'Ukraine est le fruit d'un processus interne complexe qui n'a rien à voir avec la Fédération de Russie ou ses obligations au titre du Mémorandum.

86. Il n'est pas souhaitable de prendre l'Ukraine comme modèle en matière de politique de non-prolifération, comme suggéré par le représentant de cet État, compte tenu des récentes déclarations préoccupantes de hauts responsables ukrainiens. On peut citer entre autres l'annonce de l'ancien Président par intérim, Oleksandr Turchinov, en avril 2015, laissant entrevoir que les autorités ukrainiennes préparaient en secret le développement d'une « bombe sale » ou d'armes nucléaires. Ce type de déclaration est habituellement l'apanage de groupes terroristes, aussi serait-il bon d'inclure dans le document final de la Conférence d'examen de 2015 un avertissement enjoignant aux autorités ukrainiennes de s'abstenir de toute mesure susceptible de transformer leur pays en un État voyou.

La séance est levée à 13 h 5.